



Le Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix (REFMAP)



La version animée de cette cartographie est disponible en ligne via ce lien : [Le Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix \(REFMAP\)](#)



Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA), le think tank de l'ASSN / contact: asa@africansecuritynetwork.org



Mars 2018

Le 6 janvier 2006, Ellen Johnson Sirleaf devenait présidente du Libéria après avoir remporté l'élection du second tour de son pays. L'élection d'une femme à tête de cet État ouest-africain fut qualifiée d'événement majeur pour au moins deux raisons. La première indiquait le retour du pays à la stabilité après plus d'une dizaine d'années de conflit violent. La seconde, plus exceptionnelle, marquait l'arrivée à la tête d'un État moderne de la première femme dans l'histoire post-coloniale de l'Afrique. Cet événement est bien une exception dans un continent où les imaginaires et les pratiques politiques dominants associent traditionnellement l'exercice du pouvoir suprême au sexe masculin. L'élection d'Ellen Sirleaf n'a fondamentalement pas changé les rapports et structures officielles de pouvoirs qui restent majoritairement dominés par les hommes. Bien qu'étant peu ancré dans les structures étatiques, le leadership féminin africain n'est toutefois pas moins présent dans l'espace public. On a pu noter dans nombre de sociétés traditionnelles l'influence des sociétés secrètes féminines sur des questions de la vie quotidienne. En Sierra Léone par exemple, ces sociétés féminines connues sur le nom de *Bondo* dans le nord du pays et à Freetown et *Sande* dans le Sud, exercent un leadership réel en matière d'éducation des jeunes filles et de justice communautaire. Ce leadership perceptible dans certains espaces traditionnels, s'exprime également à l'échelle nationale et internationale sous une modalité associative. La femme devient progressivement un acteur citoyen dont la voix se fait de plus en plus audible et influente. L'une des organisations qui incarne au mieux ce vibrant leadership féminin est le Réseau des Femmes de la Mano Rivers pour la Paix (REFMAP – ou Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix) en Afrique de l'Ouest. Devenue célèbre grâce à sa diplomatie préventive, cette organisation, par son expérience, a su démontrer l'efficacité d'un leadership féminin dans une Afrique de l'Ouest où l'inclusion politique des femmes est un chemin au long cours. Comment est née cette organisation ? Quelle est sa vision et ses

missions ? Comment est-elle structurée à l'échelle régionale ? Quelles sont ses ressources d'actions et ses réalisations ?

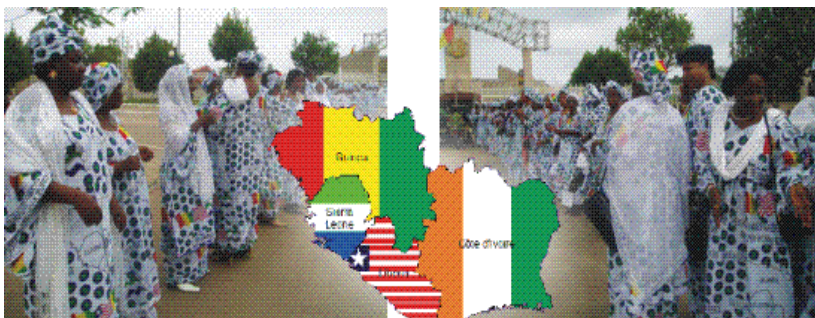
Chronique d'une naissance...

Le **Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix (REFMAP)** a été créé le 8 juin 2001 à Monrovia. Porté par un ensemble d'organisations féminines originaires du Libéria, de la Sierra Léone et de la Guinée (Conakry), cette initiative fait suite à une rencontre organisée sous l'égide de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En effet, en mai 2000, a été organisée par l'ONG Femmes Africa Solidarité (FAS) et le Comité des Femmes Africaines pour la Paix et le Développement (CFAPD), avec l'appui de l'Organisation de l'Union Africaine, de la Commission Economique pour l'Afrique, du Programme des Nations Unies pour le Développement et du Gouvernement Nigérian, une réunion ayant pour thème : *"Favoriser la participation des femmes dans le processus de paix en Afrique de l'Ouest notamment dans le bassin du Fleuve Mano"*. La réunion avait pour but d'établir un programme sous-régional qui viendrait compléter les activités conduites sur le plan national ; ceci, afin de consolider la paix, prévenir les conflits futurs et restaurer la confiance nécessaire à l'établissement d'une paix durable dans la sous-région.

Cette réunion marquait ainsi la volonté des femmes de promouvoir leur participation effective dans les processus de prévention, de gestion et de restauration de la paix en Afrique. Une revendication rendue légitime par le fait qu'étant les principales victimes des conflits avec leurs enfants, elles devraient être concrètement et directement impliquées dans les prises de décisions concernant ces conflits.



Analyse sociétale africaine / African societal Analysis (ASA), le think tank de l'ASSN / contact: asa@africansecuritynetwork.org



Source : « Guinée : les femmes de l'espace Mano appellent à la fin des violences », <http://kaloumpresse.com/wordpress/2013/08/08/guinee-les-femmes-de-lespace-mano-appellent-a-la-fin-des-violences/>

Le contexte politique qui mène à la création de ce réseau éclaire davantage sur son agenda. L'espace géographique couvert par l'ONG multinationale intègre à sa création les trois pays qui constituent un ensemble diplomatique connu en Afrique de l'Ouest sous le nom de l'Union du Fleuve Mano (UFM) ou Mano River Union (MRU) en anglais. Cette union - plus ancienne que la CEDEAO (créée en 1975) - a été mise en place en 1973 par deux pays : la Sierra Leone et le Libéria.

Son objectif premier est de faciliter le commerce transfrontalier entre ces deux pays. En octobre 1980 la République de Guinée a rejoint l'Union. En mai 2008, elle s'est élargie à la Côte d'Ivoire, frontalière au Libéria et à la Guinée. L'Union couvre désormais une superficie de 750 000 km² et compte environ 55 millions d'habitants. Elle comprend le bassin le plus riche en ressources naturelles (couvert forestier ; ressources minières ; réseau hydrographique) de l'espace CEDEAO.

Carte géographique des quatre pays composant l'UFM



Source : <http://issat.dcaf.ch/fre/Partager/Les-personnes-et-les-organisations/Les-organisations/Reseau-des-Femmes-du-Fleuve-Mano-pour-la-Paix2>

Le basculement du Libéria et de la Sierra Leone dans des guerres civiles dans la décennie 90 et au début des années 2000ⁱⁱ a contraint l'Union à mettre de côté ses objectifs premiers de développement et de coopération économique. La question de la paix et de la stabilité politique de cette région dont l'embrassement constituait un risque pour toute l'Afrique de l'Ouest deviendra la préoccupation prioritaire de la CEDEAO et l'Union Africaine (UA). La mobilisation des organisations féminines de la société civile appartenant à l'UFM s'est ainsi inscrite dans le cadre de la mutualisation des efforts politiques pour mettre fin à la violence endémique dans la région.

Réalisationsⁱⁱⁱ et stratégie d'intervention





Quelles ont été les contributions concrètes des femmes du REFMAP dans les efforts politiques de pacification de la région ? Sur quoi repose l'efficacité de leur contribution ? Dès sa naissance en 2000, le REFMAP s'engage de façon offensive dans la gestion des conflits de la région. Le réseau a pris de l'essor très rapidement et a adressé aux rebelles très redoutés du *Revolutionary United Front* (RUF) en Sierra Leone un appel des femmes en faveur de la paix. Mais c'est sa médiation opportune pour empêcher l'escalade du conflit entre le Libéria et la Guinée en 2001 qui révélera tout le talent et l'efficacité politique des femmes de cette organisation. A cette époque, les relations entre les pays de l'UFM étaient extrêmement tendues. Le Président du Libéria, Charles Taylor, avait expulsé les Ambassadeurs de la Sierra Leone et de la Guinée. Cette mesure avait été prise alors que le Libéria était accusé d'aider les rebelles du RUF en Sierra Leone et la Guinée de soutenir les rebelles libériens hostiles à M. Taylor le long de la frontière entre les deux pays. Malgré les efforts diplomatiques entrepris sans délai par la CEDEAO et ce qui était alors l'Organisation de l'unité africaine, l'animosité qui s'était installée empêchait d'organiser un sommet présidentiel pour applanir les différends.

La toute nouvelle organisation du REFMAP a envoyé une délégation de femmes occupant des postes de premier plan dans les trois pays pour qu'elles exhortent les chefs d'État brouillés à se réunir sans délai. Jouant sur les différents rôles symboliques de la femme, à la fois actrice de paix et mère source de vie dans les sociétés traditionnelles ouest-africaines, les déléguées du REFMAP ont, d'une part, réussi à convaincre le chef d'État libérien à rappeler les Ambassadeurs expulsés et, d'autre part, persuadé les trois chefs d'État à se réunir à la table de négociation. La diplomatie des femmes a réussi là où pendant des mois des médiateurs régionaux et internationaux avaient essayé en vain d'y parvenir. La médiation entre les Présidents Lansanah Conté de la

Guinée, Charles Taylor du Libéria et Tidjan Kabbah de la Sierra Leone et leur participation aux négociations de paix sur le Libéria à Accra aboutira ainsi à :

- La tenue du Sommet des Chefs d'État de l'Union du Fleuve Mano à Rabah (Maroc en mars 2002) ;
- La fin officielle de la guerre en Sierra Leone (en 2002) ;
- L'organisation d'élections libres au Libéria.

L'organisation a ainsi pris une part active dans la cessation des conflits de la région. Avec le gouvernement libérien et les factions rebelles, le Réseau fait partie des signataires du texte qui a mis fin à quatre années de guerre civile. Ces efforts ont été reconnus en décembre 2003 par l'Assemblée générale des Nations unies qui lui a attribué l'un des prix des droits humains décernés tous les cinq ans^{iv}. Au-delà de ces succès tangibles en matière de résolution des conflits à l'échelle internationale, les 70 organisations de femmes membres du Réseau au niveau national mènent une pluralité d'initiatives de terrain dans les quatre pays traversés par le fleuve Mano.

C'est cet ancrage communautaire du réseau qui lui permet de déployer son expertise de médiation, de facilitation et de négociation dans plusieurs conflits de types politiques, économiques et ethniques en ayant une connaissance précise de l'environnement culturel. L'expertise du réseau et son succès repose sur son approche capitalisant sur les ressources endogènes de gestion des conflits en facilitant au maximum le dialogue et la coopération entre les protagonistes en conflit. Il s'agit notamment de mettre en avant les acteurs et mécanismes traditionnels de gestion des conflits : tribunaux coutumiers, acteurs religieux (féticheurs ; prêtresses, confrérie, etc.) ; communicateurs traditionnels (griots) ; etc^v. Cette approche trouve son assise dans l'histoire des





Mars 2018

relations humaines et la connaissance des fondations des sociétés africaines permettant ainsi de construire une base durable à la résolution des différends.

Pour une inclusion politique plus réelle des femmes aux structures de décision

Ce savoir-faire du REFMAP montre ainsi la valeur inestimable que représentent les efforts des femmes en faveur de la construction de la paix. Une valeur reconnue par le Conseil de Sécurité des Nations unies qui a adopté le 31 octobre 2000 la résolution 1325^{vi}, la première résolution à établir le lien entre les femmes et la paix et la sécurité. Cette résolution réaffirme non seulement la nécessité de faire respecter les droits des femmes, premières victimes des conflits armés, et de les protéger notamment contre les actes de violence sexiste, mais également encourage les institutions, les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des différends à faire en sorte que les femmes y soient davantage représentées à tous les niveaux de prise de décision. L'expérience très positive du REFMAP soulève clairement la problématique de l'inclusion politique du leadership féminin en Afrique. La pleine participation des femmes dans les processus de décision est encore marginale alors qu'elle est l'une des conditions du développement des sociétés africaines. Néanmoins, grâce à leurs efforts reconnus, les femmes du REFMAP ont obtenu le statut de déléguées au 24^e sommet de la CEDEAO en décembre 2000 et elles ont indiqué aux dirigeants à quel point il était important de soutenir les programmes de rétablissement de la paix mis sur pied par les femmes. Cette implication au niveau institutionnel est le témoignage d'une mutation progressive des imaginaires politiques et de l'important combat mené

par le REFMAP dans la reconnaissance des droits politiques des femmes africaines.

Auteur : *Fabiraman Rodrigue KONE*, Chercheur Anthropologue.

ⁱ Fredline A. O. McCormack-Hale, 2017, *Secret Societies and Women's Access to Justice in Sierra Leone: Bridging the Formal and Informal Divide*, Policy Brief,

<http://africansecuritynetwork.org/assn/hsg-policy-briefs/>

ⁱⁱ La première guerre civile libérienne éclate à la fin de l'année 1989. Le conflit dégénère au début des années 1990 sur des bases ethniques et économiques, s'étendant à plusieurs pays voisins. Malgré de nombreux accords de paix à partir de 1990, il ne se finit qu'en 1996-1997 par l'élection de [Charles Taylor](#) à la présidence. En Sierra Leone, la guerre civile nourrie par celle de son voisin libérien commence en 1991 et se perpétue jusqu'en 2002, alors que le Liberia s'enfoncé à nouveau dans un conflit en 1999. Il prendra fin en 2003

ⁱⁱⁱ REFMAP, « Lobbying auprès des Chefs d'Etat de la Mano River Union (Guinée, Liberia et Sierra-Leone) pour la paix ». http://base.afrique-gouvernance.net/en/corpus_dph/fiche-dph-1315.html

^{iv} Le Courrier, 20 décembre 2003, « Le Réseau des femmes du fleuve Mano pour la paix »,

http://cybersolidaires.typepad.com/francophonie/2004/01/faiseuses_de_pa.html

^v By Bintoumady Kaba, mai 2009, « Mécanismes traditionnels de gestion et résolution des conflits à Kankan (Guinée)

http://base.afrique-gouvernance.net/en/corpus_dph/fiche-dph-1475.html

^{vi} Nations Unies, octobre 2000, [http://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325\(2000\)-F.pdf](http://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325(2000)-F.pdf)



Avec le soutien de

Les analyses de l'ASA n'engagent pas l'OIF



Analyse sociétale africaine / African societal Analysis (ASA), le think tank de l'ASSN / contact: asa@africansecuritynetwork.org